



Mémoire d'Auschwitz ASBL
Rue aux Laines, 17 boîte 50 – 1000 Bruxelles
Tél. : +32 (0)2 512 79 98
www.auschwitz.be • info@auschwitz.be

Les camps d'internement au Xinjiang : ce que révèlent les images satellites

Yannik van Praag
Mémoire d'Auschwitz ASBL

Avril 2021

La politique répressive menée par Pékin envers les Ouïghours et d'autres minorités musulmanes du Xinjiang a pris un virage radical au tournant des années 2016 et 2017.

Elle résulte d'un processus long, d'un cercle vicieux fait de tension, de répression et de violence qui remonte au moins aux années 1990¹, et qui culmine avec les émeutes interethniques d'Urumqi (la capitale de la région autonome du Xinjiang) en juillet 2009.

Durant les années 2010, une série d'attentats meurtriers font plusieurs dizaines de victimes.

Xi Jinping, arrivé au pouvoir en 2012, opte pour la manière forte, la « lutte totale contre le terrorisme, l'infiltration et le séparatisme »², un tournant sécuritaire entériné avec la nomination en 2016 de Chen Quanguo à la tête de la région. Celui-ci s'est fait connaître pour avoir dirigé le Tibet d'une main de fer de 2011 à 2016. Il va se montrer impitoyable au Xinjiang. Alors que les rafles et les camps se multiplient, la région semble mise sous cloche.

Pourtant, les preuves et les témoignages de ce qui est mis en œuvre s'accumulent. Plus d'un million d'Ouïghours seraient aujourd'hui détenus dans des camps d'internement.

Le gouvernement chinois a fini par reconnaître leur existence, mais affirme qu'il s'agit de centres de rééducation et de formation professionnelle qui s'inscrivent dans une politique globale de lutte contre le terrorisme, l'extrémisme religieux et la pauvreté.

Face aux dénégations et à la communication offensive de Pékin, les preuves de la politique de terreur menée envers cette ethnie qui compte à peine 12 millions de membres recensés sur le territoire chinois sont pourtant là.

Une politique, dont la mise en œuvre, aussi rapide que brutale, a été révélée au monde grâce aux travaux de journalistes, de chercheurs³, d'ONG, ou des fuites, comme les

¹ La question nationale ouïghoure est cependant bien plus ancienne :

<https://journals.openedition.org/cemoti/54>

² Extrait d'un discours de Xi Jinping à des responsables du Xinjiang en 2014, après l'attaque d'une gare par des militants ouïghours faisant 31 morts :

<https://www.reuters.com/article/chine-xinjiang-idFRKBN1XROJB>

³ Épinglons les travaux pionniers du chercheur allemand Adrian Zenz qui, sur base de documents officiels, d'offres d'emploi, ou d'appels d'offres concernant la construction, l'extension ou le réaménagement de camps de détention, ont confirmé le caractère exceptionnel de ce qui était en cours.

Xinjiang Papers, plus de 400 pages de documents internes chinois, transmis au *New York Times* en 2019.

Parmi les éléments de preuves nécessaires pour prendre la mesure de ce qui est en cours, les images satellites ont joué un rôle clé. Beaucoup d'entre elles ont d'abord été compilées par des chercheurs isolés, à l'instar de Shawn Zhang, un étudiant en droit à l'Université de Colombie-Britannique (Canada).

Il a localisé des dizaines de camps, cherché des informations pour corroborer ses données, réalisé des captures d'écran démontrant que sur des espaces déserts quelques mois auparavant, se dressent désormais des complexes de détention entourés de tours de guet et de barbelés.

Dès avril 2018, il publie les résultats de ses investigations sur son blog⁴, afin que chacun puisse les examiner. Ces recherches attirent rapidement l'attention de journalistes professionnels et d'universitaires qui, jusque-là, s'appuyaient largement sur des témoignages d'anciens détenus.

Le corpus qui permet de réfuter les démentis du gouvernement chinois s'étoffe durant l'année 2018. Mais, alors que la pression internationale s'accroît, les autorités chinoises s'activent à supprimer les traces numériques (documents officiels, publications sur les réseaux sociaux, etc.), pouvant confirmer la politique mise en œuvre.

De plus, les témoignages se font de plus en plus rares à mesure que la répression s'accroît. Alors que les sources d'information se raréfient, le recours à l'imagerie satellite va monter en puissance.

Des enquêtes diffusées presque simultanément en octobre et novembre 2018 – par la chaîne australienne ABC⁵, la BBC⁶ et Reuters⁷ – révèlent le développement du système concentrationnaire en cours au Xinjiang. Leurs équipes ont travaillé en étroite collaboration avec des militants des droits humains, mais aussi avec des experts de l'analyse d'images satellites.

ABC a collaboré avec l'ASPI (Australian Strategic Policy Institute), un institut mis sur pied par le gouvernement australien, spécialisé dans des questions de défense et de stratégie. Les recherches identifient et documentent l'expansion de 28 camps de détention, et montrent que depuis le début de l'année 2017, leur empreinte s'est étendue de plus de 2 millions de m².

L'enquête de la BBC, menée avec GMV, une société multinationale active notamment dans les secteurs aéronautiques et de défense, porte sur une liste de 101 sites suspects, sur base de différentes recherches en cours. GMV évalue que 44 d'entre eux ont une probabilité élevée, voire très élevée, d'être des centres de détention.

Parmi ceux-ci, un site situé à Dabancheng, à proximité d'Urumqi détonne par sa taille. Les chercheurs font appel à l'expertise d'une société spécialisée dans la construction de

⁴ <https://medium.com/@shawnwzhang>

⁵ <https://www.abc.net.au/news/2018-11-01/satellite-images-expose-chinas-network-of-re-education-camps/10432924?nw=0>

⁶ https://www.bbc.co.uk/news/resources/idt-sh/China_hidden_camps

⁷ <https://graphics.reuters.com/MUSLIMS-CAMPS-CHINA/010081G52NH/index.html>

prisons qui évalue qu'au moins 11 000 personnes peuvent y être détenues, ce qui en ferait l'une des plus grandes prisons du monde.

L'enquête de Reuters, menée en collaboration avec Earthrise Media, une société qui fournit des images satellites aux médias, confirme les mêmes tendances : les 39 sites qu'ils ont choisis d'analyser ont presque triplé de taille entre avril 2017 et août 2018.

Les chercheurs de l'ASPI poursuivent leurs investigations dans ce qu'ils nomment le *Xinjiang Data Project*⁸, en se basant sur des images satellite, croisées avec des données en accès libre, des statistiques et des documents officiels, ainsi que sur des rapports et des études universitaires.

Ils ont à ce jour identifié et cartographié plus de 380 sites à travers le Xinjiang, construits ou agrandis depuis 2017, qu'ils ont classés en termes de niveaux de sécurité, du plus bas (niveau 1) au plus élevé (niveau 4), en s'appuyant sur les principales caractéristiques structurelles de chacun d'eux (hauteur des murs d'enceinte, présence de tours de guet, de clôtures internes, etc.).

L'étude relève toute preuve visible de construction, d'agrandissement ou déclassement potentiel de ces installations au fil du temps. Face aux dénégations ou aux interrogations de certains sur la nature de ces camps et l'ampleur des chantiers en cours, le chercheur Nathan Ruser, cite en guise d'exemple un site achevé et ouvert en janvier 2020 « de 60 acres [25 hectares] à Kashgar avec treize bâtiments résidentiels de cinq étages entourés d'un mur de quatorze mètres de haut et des tours de guet. »⁹ S'il s'agit, comme l'affirme Pékin, d'écoles ou de pensionnats, on est en droit de s'interroger sur la nécessité de telles infrastructures.



Camp de Dabancheng (photo Google Maps, 2021, coordonnées 43°23'01.8"N 88°17'18.2"E)

Les équipes du RAND (Research AND Development, un institut américain d'analyse et de recherche) sont venues compléter et affiner les analyses de l'ASPI selon une méthode basée sur l'éclairage nocturne.

⁸ <https://xjdp.aspi.org.au/>

⁹ <https://www.nouvelobs.com/chine/20200924.OBS33794/ces-images-satellites-devoilent-les-probables-camps-d-enfermement-des-ouighours-en-chine.html>

Leur rapport publié début 2021, en trois parties¹⁰, rend compte de la vitesse, de l'ampleur et de la coordination du développement des centres de détention au Xinjiang à partir de 2016.

Leurs recherches utilisent les données géospatiales de l'éclairage nocturne comme indicateur de l'activité de chaque établissement au fil du temps. Ces évolutions peuvent fournir des indices supplémentaires de construction ou d'extension de bâtiments nouveaux, ou encore de la fermeture de lieux précédemment occupés. Les tendances mensuelles de cet éclairage permettent d'évaluer les changements potentiels dans le fonctionnement des établissements.

L'approche permet aussi de saisir des évolutions qui ne sont pas nécessairement visibles sur les images satellites classiques et d'orienter les recherches.

Le RAND avait utilisé cette méthode lors de recherches antérieures, notamment pour tenter de jauger l'évolution de l'activité économique dans des villes capturées par l'État islamique en Irak et en Syrie.

Le rapport du RAND confirme que 2017 constitue le point culminant de la croissance des centres de détention au Xinjiang, et démontre aussi des niveaux élevés de construction par la suite, jusqu'à la mi-2020, au moment où se clôt leur collecte de données. Il corrobore, conformément aux autres recherches menées, l'ampleur de l'effort déployé par Pékin pour augmenter ses capacités de détention et d'emprisonnement.

L'étude fournit aussi de nombreux éléments de preuve qui suggèrent que la grande majorité de ces centres de détention sont toujours actifs, et, dans certains cas, toujours en construction, malgré les dénégations chinoises.

En outre, les chercheurs poursuivent différentes pistes afin d'appréhender la répression de manière globale, ceci à travers l'évolution des installations, leur répartition spatiale (zone urbaine ou isolée, surreprésentation selon les préfectures, etc.) et leurs destinations selon les niveaux de sécurité (« rééducation » de faible sécurité ou emprisonnement dur).

¹⁰ https://www.tearline.mil/public_page/xinjiang-nighttime-1/ ;
https://www.tearline.mil/public_page/xinjiang-nighttime-2/ ;
https://www.tearline.mil/public_page/xinjiang-nighttime-3/

Conclusion

L'analyse d'images satellites est de plus en plus utilisée pour documenter des exactions là où les enquêtes sur le terrain s'avèrent difficiles, sinon impossibles. La méthode a notamment permis d'apporter des preuves des crimes commis au Darfour, en Syrie, en Birmanie, ou au Nigeria.

Elle offre d'incontestables atouts pour appréhender, de manière à la fois fine et globale, la politique répressive menée au Xinjiang, mais ces images se suffisent cependant rarement à elles-mêmes. Elles doivent être accompagnées d'autres sources d'information, afin d'éviter des erreurs d'interprétation.

Par ailleurs, ni des images satellites, ni des vues extérieures, ni des preuves de construction ne peuvent expliquer ce qui se passe derrière les murs de ces camps.

Les récits d'anciens détenus ou de leurs proches restent essentiels pour connaître les conditions qui y règnent, conditions qui peuvent varier d'un lieu à un autre.

Mais, la chape de plomb qui s'est abattue sur la région autonome ces dernières années laisse peu d'images ou de témoignages en sortir, hors du filtre des autorités chinoises.

Face aux pressions internationales toujours plus fortes sur la question du Xinjiang, l'argumentaire de Pékin reste fermement articulé autour de quelques grands principes clés :

- Le gouvernement chinois devait apporter des réponses au terrorisme et au radicalisme qui menaçaient la population du Xinjiang. Les mesures prises sont proportionnelles à la menace et se concentrent sur des objectifs de formation et de déradicalisation, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays.
- La région n'a pas connu d'attentat depuis quatre ans et est désormais stable.
- Les accusations de travail forcé et de campagnes de stérilisation (point central de l'accusation de génocide) sont des mensonges purs et simples.
- La Chine est victime d'une campagne de diabolisation orchestrée principalement par les États-Unis, le Royaume-Uni et d'autres pays du *Five Eyes*¹¹, dont le but est de l'isoler diplomatiquement et d'étouffer son développement.

À propos de ce dernier point, citons cet extrait d'une allocution prononcée le 21 janvier 2021 par Lu Shaye, ambassadeur de Chine à Paris, lors d'un forum sur la coopération Chine-UE.

Leurs accusations ne s'appuient que sur de soi-disant « recherches » concoctées par l'Allemand Adrian Zenz et l'Institut australien de stratégie politique, qui sont, tout le monde le sait, soudoyés par les Américains, financés par le gouvernement américain, la CIA et les entreprises d'armement américaines et travaillent pour le compte des États-Unis. Leurs soi-disant « recherches » n'ont aucune valeur intellectuelle et aucune crédibilité. Si ces pays accusent calomnieusement la Chine du « génocide » contre la population ouïghoure, c'est parce qu'il semble à un larron que chacun lui est compagnon (sic) : une projection en miroir des crimes qu'ils ont commis dans leur histoire comme le massacre des Indiens d'Amérique et la traite des Noirs. Ce qu'ils ont dit et fait à la Chine, c'est, au mieux, priver la population ouïghoure de ses droits au travail, à la vie et au bien-être, et au

¹¹ Alliance des services de renseignement de l'Australie, du Canada, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et des États-Unis.

pire, priver tout le peuple chinois de son droit à la vie et au développement, ce serait un « génocide » contre le peuple chinois¹².

Cette charge de Lu Shaye concerne principalement une étude d'Adrian Zenz, relayée par l'ASPI, qui accuse Pékin de s'être engagé, au Xinjiang, dans une politique d'entrave aux naissances qui passerait par le recours à des stérilisations forcées¹³. On y trouve plusieurs éléments récurrents du discours officiel chinois.

L'auteur n'offre pas de réponses au contenu des recherches, mais réplique dans un mode *ad hominem*, sur le terrain géopolitique. Un procédé rhétorique éprouvé, dont le gouvernement chinois et ses relais sont coutumiers.

Si le renvoi à l'histoire américaine (Amérindiens et traite des Noirs) apparaît comme hors de propos, l'argument concernant l'ASPI est plus habile, vu que l'organisme bénéficie effectivement de financements des départements de la Défense australienne et américaine.

Cependant, si la mise en exergue de crimes au Xinjiang par les États-Unis et leurs alliés répond sans doute à un agenda politique, on voit mal en quoi l'argument serait suffisant pour balayer l'ensemble des accusations d'un revers de la main.

Les faits reprochés sont suffisamment graves pour souffrir d'un tel manque de transparence.



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Depuis 2003, l'action de l'ASBL Mémoire d'Auschwitz s'inscrit dans le champ de l'Éducation permanente.

À travers des analyses et des études, l'objectif est de favoriser et de développer une prise de conscience et une connaissance critique de la Shoah, de la transmission de la mémoire et de l'ensemble des crimes de masse et génocides commis par des régimes autoritaires. Par ce biais, nous visons, entre autres, à contrer les discours antisémites, racistes et négationnistes.

Persuadés que la multiplicité des points de vue favorise l'esprit critique et renforce le débat d'idées indispensable à toute démocratie, nous publions également des analyses d'auteurs extérieurs à l'ASBL.

¹² <https://twitter.com/AmbassadeChine/status/1352647009728155649?s=20>

¹³ <https://xjdp.aspi.org.au/explainers/sterilizations-and-mandatory-birth-control-in-xinjiang/>